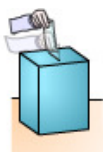


L'UDG : L'UNION DROITE-GAUCHE RÉPUBLICAINE



UNION DROITE GAUCHE



Samedi 09 Août 2008



[Imprimer](#)

Alain Mourguy candidat à l'élection présidentielle 2012

Pourquoi je suis Candidat

Alain MOURGUY candidat UDG 2012 : MON PROJET de SOCIETE

Je suis candidat parce que mon pays a besoin de renouveau dans tous les domaines, et qu'un jour « futur », les clivages droite/gauche seront dépassés.

Mes 40 propositions sont citoyennes, démocratiques, républicaines et faciles à mettre en œuvre.

LA SANTE : Les choses ne s'améliorent pas, bien au contraire, la santé est la première des égalités que tous les citoyens devraient avoir.

Oui au contrôle du gaspillage, non à la réduction des budgets pour les soins. Je le dis clairement : la santé coûtera de plus en plus cher, c'est logique, peut-être serait-il temps de demander aux citoyens si nous continuons nos dépenses d'armement nucléaire au profit de quelques sociétés d'armement au détriment du budget de la santé, et donc de millions de citoyens.

La CROISSANCE : Dans mon programme, je ne me permets pas d'avoir des dons de « voyance ». Qui peut prétendre savoir si la croissance va repartir ou pas ? Cela fait bien longtemps que la France à elle seule n'est plus maître des paramètres pour dire cela !

Par contre, une meilleure répartition des richesses est tout à fait faisable sans tomber dans la démagogie. Avec ou sans croissance, la France est encore assez riche pour améliorer la vie quotidienne des français. C'est une question de volonté politique.

Les 35 HEURES : autour de moi, je vois une majorité de citoyens contre cette loi. Chaque catégorie de salariés doit pouvoir définir pour sa branche la durée du temps de travail. Certains métiers méritent sans doute que la durée du temps de travail soit limitée à 35 heures ou même moins ! Il suffit de regarder la moyenne de la durée de vie selon

son travail pour voir qui doit en bénéficier.

Les PRIVATISATIONS : l'intérêt général du pays et de ses citoyens ne peut s'accorder avec l'intérêt d'actionnaires privés, donc pas de privatisation notamment dans un domaine comme l'EDF/GDF, d'autant plus que cela touche à notre indépendance énergétique.

Les RETRAITES : Vous pensez que cela a été fait en 2007/2008 ?

NON CELA N'A PAS ÉTÉ FAIT ! LE VRAI SCANDALE N'EST PAS DANS LA DURÉE DE COTISATIONS, MAIS DANS LE FAIT QUE DANS LE SECTEUR PRIVÉ ON PREND LA MOYENNE DES 25 MEILLEURES ANNÉES DES SALAIRES

JE SAIS : JE NE VAIS PAS FAIRE PLAISIR A CELLES ET CEUX DU SECTEUR PUBLIC QUI PARTENT EN RETRAITE SUR LA MOYENNE DES SALAIRES DES DERNIERS MOIS...!

Non au nivellement par le bas, oui à la revalorisation des retraites.

Le système de retraite par points comme en Suède est une piste de réflexion intéressante (mis en ligne depuis 2003)

Retraites

SOCIAL : LOGEMENT : Nous sommes dans une situation très grave, pour des millions de citoyens qui ne peuvent justifier d'assez de revenus pour avoir une location, l'Etat doit se porter garant, c'est faisable d'autant plus que l'Etat par le fisc a très facilement le pouvoir de récupérer sa « caution » puisque toute notre vie le fisc a tous les droits entre autres celui de bloquer notre compte en banque, notre livret A etc.

Logements :
L'UDG se félicite

La situation est encore plus urgente pour les jeunes et les retraités...

SOCIAL : L'EAU ET L'ELECTRICITE : Quels sont les besoins vitaux du citoyen de notre époque? La santé, la nourriture, le logement, l'eau et l'électricité. D'autres besoins sont évidents, l'éducation, le travail... mais les 5 besoins pré-cités sont vraiment les conditions "sine qua non" pour que chaque citoyen puisse vivre décemment.

Autant nous pouvons discuter du bien fondé de privatiser tel ou tel domaine, autant il est inadmissible que l'eau et l'électricité ne soient pas gérées à 100% par l'état. En effet, pouvoir prendre une douche et avoir un peu de courant ne sont pas des éléments de luxe mais sont devenus des éléments nécessaires et vitaux de notre époque. C'est pour ces raisons qu'il faut repenser complètement l'accès à l'eau et l'électricité de nos concitoyens, et admettre que l'état ne peut et ne doit pas faire de bénéfice dans ces 2 domaines.

Nous **proposons** un changement complet de l'accès à ces 2 services en les distribuant différemment :

1) chaque famille dispose gratuitement, quel que soit son revenu, d'un minimum de kilowatts et d'un minimum de mètres cube d'eau, et les frais d'abonnement sont purement et simplement supprimés

IMMIGRATION : Avons-nous un réel problème avec l'immigration ou avec une minorité de français issus de l'immigration qui stigmatise toute leur communauté?

Le sentiment d'insécurité dans notre pays vient principalement d'un manque d'éducation, notamment de millions de jeunes français, à qui nous n'avons pas su ou voulu inculquer les valeurs de notre république.

Peu nous importe de savoir leurs origines, ce que nous constatons c'est que ce manque d'éducation est la principale cause, avant même le chômage, de ce sentiment d'insécurité qui est réel dans le quotidien de dizaines de millions de français.

Le manque d'éducation de nos valeurs n'a rien à voir avec une quelconque couleur de peau, ou autre critère raciste.

Nous proposons une immigration très limitée mais répondant à des critères humains (pas de casier judiciaire dans le pays d'origine...), un quota ne nous gêne pas, à condition que dans ce quota ce soient notamment les plus pauvres de ces étrangers qui puissent trouver chez nous une terre d'accueil.

Tout immigré accueilli régulièrement en France au travers de ce quota devra bien sûr avoir obligation d'apprendre le français et d'accepter nos valeurs républicaines. Il devra aussi les faire partager à sa famille, cela va de soi. L'éducation nationale doit expliquer les valeurs de notre république à tous les enfants sans exception, ce sera déjà un bon début.

JUSTICE : Une réforme complète de la Justice est nécessaire, et en 1er retirer de notre code pénal ce que les grands pays démocratiques ont fait depuis longtemps, à savoir : l'intime conviction du ou des juges, qui permet de juger sans preuves matérielles ce qui est inadmissible dans un Etat dit « de droit », cela amène indéniablement des erreurs de justice.

6ème REPUBLIQUE : La création d'une nouvelle République est impérative, ne serait-ce que pour sortir des « affaires » qui depuis 2 ou 3 décennies ont discrédité la classe politique, et qui ont peu à peu écoeuré les citoyens.

Cette 6ème République fonctionnera avec un 1er ministre élu par les citoyens et responsable de la politique gouvernementale. Le système du 1er ministre « fusible » du président a trop longtemps perduré.

Le retour à la proportionnelle est impératif, de même le VOTE BLANC doit être IMPÉRATIVEMENT RECONNU.

Dans une démocratie digne de ce nom c'est un minimum...

Et enfin, je suis candidat à l'élection présidentielle 2012 car les clivages droite-gauche sont obsolètes.

En effet c'est dans les valeurs républicaines et laïques de notre société que des millions de citoyens doivent se retrouver dans un parti politique citoyen et non plus pour des sensibilités plus ou moins différentes.

Je persiste à penser que nos valeurs concernant notamment la **laïcité** et le **social** n'ont rien à voir avec un parti dit de droite ou dit de gauche, car des millions de citoyens ont tout simplement envie de **valeurs républicaines**, qui peu à peu disparaissent dans notre pays.

6ème République

Programme 2012

Vote blanc

Alain MOURGUY, Président de l'UDG